

Unité interdépartementale des deux Savoie  
3, rue Paul Guiton, 74 000 Annecy

Annecy, le **27 MARS 2024**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13 février 2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**RECTIPHASE**

BP 10, 74370 Annecy

Références : 20240213-RAP-InspectionRectiphase  
Code AIOT : 0010800079

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13 février 2024 dans l'établissement RECTIPHASE implanté 399 rue de la gare 74370 Annecy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RECTIPHASE
- 399 rue de la gare 74370 Annecy
- Code AIOT : 0010800079
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

**Rappel de l'historique de l'établissement :** La société RECTIPHASE a déclaré le 13 avril 2018 la cessation des activités de son établissement de Pringy à Annecy, à compter du 20 avril 2018, dans lequel elle fabriquait des condensateurs électriques industriels. Précisons qu'au moment de l'arrêt de ses activités, l'établissement n'exploitait plus que des installations classées soumises à déclaration, les installations soumises à autorisation ayant été arrêtées plusieurs années auparavant.

Dans le cadre de cette cessation d'activités et suite à la réalisation d'une étude mettant en évidence des pollutions importantes du sous-sol en PCB, hydrocarbures, COHV, dioxines furanes et PCB-DL, le préfet a prescrit, par arrêté du 21 juin 2019 :

- l'application des dispositions de l'article R.512-39-3 du code de l'environnement, applicables aux cessations d'activités des installations soumises à autorisation préfectorale,
- la surveillance des eaux souterraines et de l'air du sol,
- la mise à jour de l'étude de sol.

En réponse à ces dispositions, la société RECTIPHASE a réalisé des études de sols complémentaires qui ont mis en évidence six zones de pollution. Les trois plus petites, désignées 4, 5 et 6 ont été traitées par simple excavation. Pour les zones 1 et 3 contenant des hydrocarbures et des PCB, situées sous le bâtiment principal, l'exploitant a proposé un traitement par désorption thermique. Pour la zone 2, polluée par des hydrocarbures, situés sous une couche de matériaux sains, au toit de

la nappe ainsi que dans sa zone de battement, une excavation des sols a été proposée. Les seuils de dépollution ont été fixés à 1 300 mg/kg en hydrocarbures totaux et 150 mg/kg en PCB, à partir d'une définition statistique des pollutions concentrées et des conclusions d'une étude sanitaire. Ces propositions ont été détaillées dans les documents suivants :

- Plan de gestion, Partie 1 – Diagnostic de l'état des milieux du 9 juillet 2020,
- Plan de gestion, Partie 2 – Calcul des risques sanitaires sur site du 9 juillet 2020,
- Plan de gestion, Partie 3 – Définition des zones sources et plan de gestion à l'échelle du site, du 15 octobre 2020,
- Plan de conception des travaux, référencé du 6 novembre 2020.

Le préfet a prescrit, sur la base de ces documents, les modalités de dépollution du site par arrêté du 12 janvier 2021 et notamment :

- la mise en œuvre du plan de gestion et du plan de conception des travaux
- les teneurs maximales de réutilisation des terres polluées de 1 300 mg/kg en hydrocarbures totaux et 50 mg/kg en PCB,
- les modalités de gestion des eaux de nappe pompées, traitées puis réinfiltrées,
- les dispositions de surveillance des eaux souterraines et de l'air du sol,
- la production d'un dossier de fin de travaux à l'issue de la dépollution.

La présente inspection a été programmée à la suite de l'achèvement de l'ensemble des travaux de remise en état du site et de transmission des documents de fin de travaux suivants :

- document intitulé « Dossier de récolement des travaux réalisés au droit des zones 1 et 3 » daté du 20 juin 2023, complété par un document intitulé « Réponses au rapport d'inspection suite à la visite d'inspection du 7 juillet 2023 » daté du 30 janvier 2024,
- document intitulé « Dossier de récolement des travaux réalisés au droit de la zone 2 et zone 2 bis » daté du 25 septembre 2023, complété par un document intitulé « Réponses au rapport d'inspection de la DREAL » daté du 28 mars 2023, à la suite des demandes formulées dans le cadre de l'inspection du 7 février 2023.

Précisons que chacun des dossiers de récolement a fait l'objet d'une mise à jour du 26 février 2024.

La présente inspection avait pour principal objectif de collecter des éléments nécessaires à l'établissement d'un rapport de fin de travaux.

**Contexte de l'inspection :** instruction du récolement des travaux de traitement du sous-sol

**Thèmes de l'inspection :** sites et sols pollués

## **2) Constats**

**2-1) Introduction** – Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ✓ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ✓ les observations éventuelles ;
  - ✓ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ✓ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ✓ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ✓ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats** – Les fiches de constats en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats faisant l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites	Délais proposés
4	Surveillance des milieux	AP Complémentaire du 12/01/2021, art. 8	Demande d'action corrective	1 mois

**Les fiches de constats ne faisant pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Dossier de fin de travaux	AP Complémentaire du 12/01/2021, article 6
2	Dossier de fin de travaux	AP Complémentaire du 12/01/2021, article 6
3	Restriction d'usage	AP Complémentaire du 12/01/2021, article 7

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats** – Nous avons constaté que les travaux de dépollution des zones 1, 2, 2bis et 3 avaient été réalisés en application des dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2021-0002 du 12 janvier 2021.

**À l'issue de cette inspection, il apparaît que les travaux de traitement du site sont entièrement terminés et que le terrain et les bâtiments sont libres de toute occupation.**

Suite aux constats réalisés lors de l'inspection, nous demandons à l'exploitant, en application des dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2021, sous un délai d'un mois de :

- remettre en conformité les piézomètres PZ34, PZ35, PZ32, PZP8, PZP9, PZP10, PZP11 qui présentent des défauts concernant leur fermeture,
- rendre inaccessible l'ouvrage PN2,
- contrôler les piézomètres du réseau de surveillance dont l'état n'a pas été examiné lors de la visite et, le cas échéant, les remettre en conformité.

Lorsque les nouvelles dispositions de surveillance des milieux auront été prescrites, les ouvrages ne faisant plus l'objet d'une surveillance devront être supprimés dans les conditions prescrites par l'article 13 de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 relatif à ce type d'ouvrage. Pour les ouvrages situés dans les zones Z1 et Z2 du bâtiment principal, ces travaux seront complétés par un traitement au niveau de la traversée de la dalle garantissant une étanchéité à la remontée des gaz du sol identique à celle du reste de la surface. Les piézomètres du réseau de surveillance pérenne devront alors être dotés de capots métalliques.

Par ailleurs, nous demandons à l'exploitant de veiller à supprimer les ouvrages qui induisent une traversée de la dalle des zones 1 et 3, au fur et à mesure qu'ils deviendront inutiles au regard des prescriptions applicables au site et des nécessités d'exploitation du bâtiment, qu'il en effectue un bouchage étanche et qu'il tienne l'inspection des installations classées informée de ces travaux.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dossier de fin de travaux

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/01/2021, article 6
<b>Thème :</b> Risques chroniques, ARR – Eléments théoriques
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Au plus tard trois mois après la fin du chantier caractérisée par l'échéancier prescrit à l'article 2, l'exploitant fournira à l'inspection des installations classées un dossier de fin de travaux comprenant :</p> <p>...</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>les résultats des évaluations des risques sanitaires effectuées à partir des teneurs résiduelles en polluants, mesurées dans chaque zone. Dans ce cadre, l'exploitant transmettra les calculs sanitaires utilisant les modèles : <ul style="list-style-type: none"> <li>Johnson &amp; Ettinger,</li> <li>Waitz,</li> <li>Bakker</li> </ul> </li> </ul> <p>et conclura sur les dispositions constructives compatibles avec la pollution résiduelle du site,</p>
<p><b>Constats :</b> Les travaux réalisés sur les zones Z1, Z2, Z2bis et Z3 et leur réception par l'exploitant font l'objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>pour les zones 1 et 3, traitées par désorption thermique, d'un document intitulé « Dossier de récolement des travaux réalisés au droit des zones 1 et 3 » daté du 20 juin 2023, complété par un document intitulé « Réponses au rapport d'inspection suite à la visite d'inspection du 7 juillet 2023 » daté du 30 janvier 2024,</li> <li>pour les zones 2 et 2bis traitées par excavation, d'un document intitulé « Dossier de récolement des travaux réalisés au droit de la zone 2 et zone 2 bis » daté du 25 septembre 2023, complété par un document intitulé « Réponses au rapport d'inspection de la DREAL » daté du 28 mars 2023, faisant suite aux demandes formulées dans le cadre de l'inspection du 7 février 2023.</li> </ul> <p>Lors de l'inspection, nous avons examiné les points de ces documents qui nous paraissaient mériter des explications. Les conclusions des échanges sont indiquées ci-après.</p> <p><u>Zones 1 et 3</u></p> <p>Page 66 du dossier de récolement des travaux des zones 1 et 3, la modélisation selon Johnson&amp;Ettinger conclut à un ERI de <math>4,2 \cdot 10^{-6}</math>, calculé sur la base des concentrations maximales mesurées lors des analyses d'air du sol d'avril et mai 2023. Page 40 du dossier de réponse au</p>



rapport d'inspection du 7 juillet 2023, daté du 30 janvier 2024, l'utilisation du même modèle conclut à un ERI de  $3,8 \cdot 10^{-6}$ , sur la base des concentrations maximales mesurées lors des analyses d'air du sol d'avril et mai 2023 complétées par celles mesurées lors de 7 campagnes supplémentaires réalisées entre juin 2023 et janvier 2024. L'origine de la diminution de l'ERI devrait être explicitée alors que logiquement le second calcul ne pouvait conclure qu'à un ERI supérieur ou égal à la valeur précisée dans le dossier de récolement.

Par ailleurs, la page 57 du dossier de récolement des zones 1 et 3 récapitule les concentrations maximales mesurées lors des campagnes d'analyses d'air du sol d'avril et mai 2023, prises en compte dans les modélisations. De même, la page 31 du dossier de réponse au rapport d'inspection du 7 juillet 2023 récapitule les concentrations maximales mesurées lors des 9 campagnes d'analyses d'air du sol réalisées entre avril 2023 et janvier 2024, prises en compte dans les nouvelles modélisations. Or les teneurs en Cis 1,2-dichloroéthylène et en 1,1 dichloroéthane sont légèrement plus basses dans le dossier de réponse à la visite du 7 juillet 2013 que dans le dossier de récolement.

La réponse apportée en séance à ces deux remarques est que ces constats sont liés à une erreur de relecture des résultats : lors des secondes modélisations réalisées dans le cadre du dossier de réponse à l'inspection du 7 juillet 2023, les quantités de polluants dans les zones de contrôles n'ont pas été ajoutées à celles des zones de mesure, comme cela avait été fait pour les premières modélisations. Les teneurs utilisées dans les calculs figurant dans le dossier du 30 janvier 2024 ont donc été sous estimées.

Toutefois, compte tenu :

- du caractère majorant des hypothèses retenues et notamment de la prise en compte, pour chaque substance, de la concentration maximale mesurée sur les 9 campagnes,
- du fait que les ERI sont tirés par le benzène et les QD par le chloroforme dont les teneurs n'ont pas varié entre les deux modélisations,
- de la faiblesse des écarts de concentrations, moins de 10 %, prises en compte lors de chacune des deux évaluations des risques sanitaires au regard, d'une part, de la marge d'un facteur 2 entre l'ERI obtenu par la modélisation de Johnson&Ettinger et la limite d'acceptabilité de  $10^{-5}$  et, d'autre part, de la marge d'un facteur 20 entre le QD obtenu par le même modèle et la limite d'acceptabilité de 1,
- du caractère majorant des résultats des analyses d'air du sol lié au fait que le sous-sol était en cours de refroidissement jusqu'en décembre 2023,
- du fait que les modèles, Bakker et Waitz, concluent à des risques sanitaires inférieurs à ceux obtenus avec le modèle Johnson&Ettinger,

il est probable que l'impact de cette erreur sur les résultats soit non significatif et que la conclusion de la possibilité de réoccupation des zones par des activités industrielles, commerciales ou de services, ne soit pas remise en cause.

Par courrier électronique du 15 février 2024, nous avons été destinataires de la mise à jour des calculs de risques sanitaires comprenant notamment la liste des teneurs maximales corrigées mesurées dans l'air du sol. Cette mise à jour conclut, sur la base des résultats des 9 campagnes d'analyses réalisées d'avril 2023 à janvier 2024 à un ERI de  $4,2 \cdot 10^{-6}$ , et à un QD de 0,05 par la modélisation de Johnson&Ettinger et à des valeurs inférieures de ces indices par les modèles Bakker et Waitz.

Une mise à jour autoportante du dossier de récolement des zones 1 et 3 du 26 février 2024 nous a par ailleurs été transmise. Ce document qui, reprend les valeurs corrigées précitées, n'appelle pas d'observation de notre part.

### Zones Z2 et Z2bis

Concernant l'état des lieux après travaux des zones Z2 et Z2bis, les documents transmis présentent quelques imprécisions :

- la figure 13 page 30 du dossier de récolement des travaux sur les zones 2 et 2 bis ainsi que la figure 2 page 15 du dossier de réponse à l'inspection du 7 février 2023 laissent apparaître des teneurs en hydrocarbures supérieures à 1 300 mg/kg aux points désignés S2 et S9.
- le tableau 8 page 31 du dossier de récolement des travaux ainsi que le tableau 2 page 13 du dossier de réponse à l'inspection du 7 février 2023 mentionnent des concentrations résiduelles au droit des sondages désignés SC1 à SC3 qui ne sont pas représentés sur les figures précitées.

Lors de l'inspection, il nous a été indiqué que :

- les fonds de fouilles avaient été traités jusqu'à l'atteinte de l'objectif de dépollution de 1 300 mg/kg sauf en l'un des points où la teneur était très légèrement supérieure à ce seuil,
- les points désignés SC et notamment SC1 à SC3 avaient été prélevés dans la zone de faible emprise affleurant le quai de chargement du bâtiment principal et qu'il n'avait pas été possible de traiter. Les concentrations en ces sondages, précisées dans des documents transmis antérieurement et portant sur l'état des lieux du site, ont été utilisées dans le dossier de récolement pour disposer de concentrations majorantes sur cette zone.

Une mise à jour du dossier de récolement des zones 2 et 2bis du 26 février 2024 nous a été transmise et n'appelle pas d'observation de notre part.

Ces éléments ont enfin été complétés par la transmission d'un document cartographique synthétique.

**Type de suites proposées :** Sans suites administratives

### N° 2 : Dossier de fin de travaux

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 12/01/2021, article 6

**Thème :** Risques chroniques, ARR – Aménagement

**Prescription contrôlée :** Au plus tard trois mois après la fin du chantier caractérisée par l'échéancier prescrit à l'article 2, l'exploitant fournira à l'inspection des installations classées un dossier de fin de travaux comprenant :

...

- les résultats des évaluations des risques sanitaires effectuées à partir des teneurs résiduelles en polluants, mesurées dans chaque zone. Dans ce cadre, l'exploitant transmettra les calculs sanitaires utilisant les modèles :
  - Johnson & Ettinger,
  - Waitz,
  - Bakker

et conclura sur les dispositions constructives compatibles avec la pollution résiduelle du site,

**Constats :** Les analyses des risques résiduels réalisées dans le dossier de récolement des travaux des zones Z1 et Z3 ainsi que dans le dossier de réponse au rapport de l'inspection du 7 juillet 2023 supposent une dalle en bon état ainsi que l'impossibilité d'accès au sous-sol de la zone 1 ouest où des teneurs en polluants, plus importantes qu'en surface, ont été mesurées. Nous avons examiné, lors de l'inspection, ces deux points qui conditionnent la validité du calcul sanitaire.

Nous avons constaté que les zones 1 et 3 étaient libres de toute occupation et ne contenaient

plus, en particulier, aucun matériel ni déchets.

La dalle de la zone 1 ouest a été refaite. 3 traversées étaient encore présentes, correspondant au piézair PZair5 dont la surveillance est prescrite dans le cadre du suivi des milieux, au piézair PZzone1Ouest, utilisé lors des 9 campagnes de suivi de l'air du sol et à un ouvrage destiné à la mesure de la température de la nappe afin de suivre son refroidissement. L'exploitant nous a indiqué qu'il reboucherait ses ouvrages dès qu'ils ne seraient plus utiles dans le cadre des prescriptions du suivi post travaux des milieux.

Par ailleurs, l'accès au sous-sol de cette même zone 1 ouest a été totalement condamné, la nouvelle dalle ne permettant plus de distinguer d'ouverture et assurant une étanchéité identique au reste de la surface.

Les dalles de la zone 1 est et de la zone 3 avaient été traitées par rebouchage des saignées de dilatation et des différents trous qui avaient été réalisés dans le cadre du chantier. Quelques traversées de piézomètres ou d'instrumentation restaient visibles, que l'exploitant nous a indiqué prévoir de reboucher dans les mêmes conditions de celle de la zone Z1 ouest.

Les travaux réalisés permettent de conclure à la bonne qualité de la dalle, conformément à l'hypothèse faite dans les ARR.

**Nous demandons à l'exploitant de veiller à supprimer les ouvrages qui induisent une traversée de la dalle des zones 1 et 3, au fur et à mesure qu'ils deviendront inutiles au regard des prescriptions applicables au site et des nécessités d'exploitation du bâtiment, qu'il en effectue un bouchage étanche et qu'il tienne l'inspection des installations classées informée de ces travaux.**

**Type de suites proposées :** Sans suite administrative

### N° 3 : Restriction d'usage

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 12/01/2021, article 7

**Thème :** Risques chroniques, Restrictions d'usage envisagées

**Prescription contrôlée :** L'exploitant déposera, sous un délai de 12 mois après la transmission du dossier de fin de travaux prescrit par l'article 6, un dossier de demande d'institution de servitudes d'utilité publique, tel que prévu par l'article L.515-12 du code de l'environnement, visant à garantir l'adéquation entre, d'une part, l'état résiduel du site et des milieux potentiellement impactés par sa pollution et, d'autre part, les occupations des sols et les usages des milieux impactés par cette pollution.

Une autre forme de restriction d'usage adaptée à la situation du site après le traitement des pollutions pourra être mise en œuvre après accord de l'inspection des installations classées.

**Constats :** Le délai imparti pour l'établissement et le dépôt du dossier de demande de servitudes est lié à la nécessité de connaître l'état des milieux, notamment le panache de pollution, pendant une durée significative après le refroidissement complet du sous-sol.

Lors de l'inspection nous avons évoqué les dispositions à prévoir suivantes :

- préciser de façon explicite, en apportant les justifications nécessaires, les conditions d'occupation (aménagement extérieur et conditions de leur recouvrement, construction ou reconstruction de bâtiments...) :
  - des zones à ce jour non construites,
  - de l'emprise de l'actuel bâtiment industriel principal,

de façon à respecter les hypothèses des évaluations sanitaires réalisées dans le cadre de la procédure de cessation d'activité, fondées sur les pollutions résiduelles du site, sur le schéma conceptuel et sur certaines techniques et modalités de construction

<p>(caractéristiques de la dalle des bâtiments, modalités d'installation des différents réseaux et notamment du réseau d'adduction d'eau potable...)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>interdiction ou restriction du captage et de l'usage des eaux souterraines selon les différents secteurs du panache,</li> <li>modalités de gestion des terres excavées sur le site dans le cadre de futurs travaux, portant en particulier sur leur caractérisation et le choix de leur filière de traitement. Il paraît dans ce cadre nécessaire de prévoir leur envoi systématique dans une installation classée, choisie selon leur qualité, en vue de leur valorisation ou de leur élimination.</li> </ul> <p>Cette liste issue de la lecture des documents de fin de travaux et des échanges tenus en séance, n'est pas exhaustive.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite administrative</p>

#### N° 4 : Surveillance des milieux

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/01/2021, article 8</p>
<p><b>Thème :</b> Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Les forages seront réalisés dans les règles de l'art conformément à la norme AFNOR-NF-X 31-614. Le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eaux souterraines suivront la norme AFNOR-NF-X-31.615. Les piézomètres situés à l'extérieur des bâtiments seront coiffés d'un capot métallique.</p> <p>...</p> <p>La liste et le positionnement des ouvrages suivis ainsi que la liste des composés analysés pourront être modifiés, sur proposition de l'exploitant et après accord de l'inspection des installations classées ou à la demande de l'inspection des installations classées. Cette disposition sera appliquée notamment dans le cadre de la délimitation de l'emprise du panache, en cas de présence récurrente de phase dans certains ouvrages ou de nécessité de mieux caractériser la migration de certains polluants.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a sollicité l'évolution de la surveillance des eaux souterraines et dans ce cadre a proposé le suivi d'un réseau comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1 ouvrage intérieur au site en amont hydraulique général : PZ6',</li> <li>5 ouvrages intérieurs au site, en façade ouest constituant l'aval hydraulique : PZ34, PZ35, PZ32, PZ5 et PZP3bis,</li> <li>3 ouvrages extérieurs au site, en aval hydraulique rapproché : PZP4, PZP6 et PZP7,</li> <li>2 ouvrages en aval hydraulique éloigné à environ 300 m : PZP9 et PZP10.</li> </ul> <p>Cette demande sera instruite hors du cadre de la présente inspection et l'ajustement de la surveillance des milieux fera l'objet d'une proposition d'arrêté complémentaire.</p> <p>Lors de l'inspection, nous avons examiné l'état des piézomètres en aval hydraulique des zones traitées, dont la poursuite de la surveillance est proposée, et avons fait les constats suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>PZ34 : capot cassé, en plastique,</li> <li>PZ35 : absence de vis sur le capot en plastique,</li> <li>PZ32 : absence de vis sur le capot en plastique,</li> <li>PZP10 : absence de capot,</li> <li>PZP9 : absence de vis sur le capot en plastique,</li> <li>PZ5, PZP3bis, PZP4, PZP6, PZP7 : RAS</li> </ul> <p>Nous avons également examiné les ouvrages PZP8 et PZP11 dont la poursuite de la surveillance n'est pas prévue et avons constaté l'absence de vis sur un capot en plastique.</p>

Enfin, nous avons constaté que le puits de confinement désigné PN2, utilisé pendant la phase de traitement par désorption thermique était toujours en place à l'intérieur d'une structure maçonnée mais facilement accessible.

**Nous demandons à l'exploitant, sous un délai d'un mois, de remettre en conformité ceux des piézomètres précités qui présentent des défauts et de rendre inaccessible l'ouvrage PN2. Les autres ouvrages extérieurs existants, qui n'ont pas été examinés durant l'inspection, feront, sous le même délai, l'objet d'un contrôle et, le cas échéant, d'une remise en conformité.**

Lorsque les nouvelles dispositions de surveillance des milieux auront été prescrites, les ouvrages ne faisant plus l'objet d'une surveillance devront être supprimés dans les conditions prescrites par l'article 13 de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 relatif à ce type d'ouvrage. Pour les ouvrages situés dans les zones Z1 et Z3 du bâtiment principal, ces travaux seront complétés par un traitement au niveau de la traversée de la dalle garantissant une étanchéité à la remontée des gaz du sol identique à celle du reste de la surface. **Les piézomètres du réseau de surveillance pérenne devront alors être dotés de capots métalliques.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

